



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 15 novembre 2017

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole par intérim de la MONUSCO et Yvon Edoumou, Représentant de l'équipe pays des Nations Unies et, à partir de Goma, par le Lt-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, merci aux journalistes de Kinshasa et Goma d'être avec nous ce matin pour cette nouvelle conférence de presse.

A mes côtés ici à Kinshasa pour animer cette conférence, Yvon Edoumou, qui représente l'équipe de pays des Nations Unies et, depuis Goma, le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Lieutenant-Colonel Serge Haag.

++++

Suite au communiqué publié hier par la MONUSCO en amont de l'appel à des manifestations par plusieurs organisations politiques et de la société civile, la Mission rappelle que le calme et la retenue doivent prévaloir dans de telles situations.

La MONUSCO réitère son attachement au respect des libertés fondamentales, dont la liberté de réunion et de manifestation qui sont inscrites dans la Constitution congolaise (article 26).

En même temps, la MONUSCO appelle à agir de façon responsable et de s'abstenir de recourir à la violence sous toutes ses formes.

Un nouveau programme de stabilisation a été lancé hier dans la plaine de la Ruzizi et les hauts et moyens plateaux de Mwenga et Uvira dans la province du Sud-Kivu. Une région où les tensions intercommunautaires sont élevées et où les conflits sont exacerbés par la présence d'une multitude de groupes armés et de milices.

En réponse, ce projet, et c'est sa spécificité, va mettre le dialogue démocratique, grâce à un processus permanent de consultations, au cœur de toutes les activités prévues dans les domaines de la sécurité foncière, la gouvernance sécuritaire, la réinsertion socioéconomique, le genre et les violences sexuelles et basées sur le genre.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Au total ce sont 114 000 personnes qui devraient bénéficier des retombées de ce projet destiné à identifier des solutions de paix et favoriser ainsi la stabilité des institutions et le relèvement économique de la zone.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation qui est coordonnée par la MONUSCO et le programme national de stabilisation et de reconstruction STAREC.

Son budget est de 7 millions de dollars et il sera exécuté par l'ONG ALERT international en partenariat avec 9 ONG locales.

13 malles remplies de matériel d'examen ont été acheminées par un hélicoptère de la MONUSCO à Kamuesha et à Kamonia afin de permettre aux élèves du Kasai de pouvoir enfin passer les épreuves du test national de fin d'études primaires (TENAFEP) et de Examen d'Etat (Exetat). Jusqu'à présent en raison de l'insécurité qui prévalait dans cette partie du pays, les finalistes avaient été privés d'examen final.

92 centres d'examen ont été ouverts pour 16 500 élèves finalistes du primaire alors que pour le secondaire, 12 centres seront opérationnels pour 3 600 candidats à l'examen d'Etat.

La MONUSCO a également permis la reprise progressive de la desserte d'eau à Kisangani en mettant à la disposition de la REGIDESO un générateur puissant de 350KVA suite à la coupure d'électricité consécutive à l'inondation à la centrale hydroélectrique de la Tshopo.

Je vais maintenant passer la parole au Lieutenant-Colonel Serge Haag à Goma afin qu'il nous fasse le point sur la situation sécuritaire.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lt-Colonel Serge Haag] : Bonjour à tous. Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu dans les territoires de Lubero et de Walikale, où les conflits interethniques récurrents et les attaques perpétrées par quelques éléments résiduels des groupes armés amènent la Force de la MONUSCO à de fréquents déploiements pour protéger les populations et intervenir en appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Ces déploiements sont conformes au mandat de la force (SC Résolution 2348) afin d'assurer la protection des civils dans les zones caractérisées par un regain de violence avec un dispositif militaire capable de répondre aux attaques et de maintenir une forte pression sur les éléments négatifs.

Ainsi, dans la Province du Nord-Kivu, pour empêcher les violences interethniques à **Vill Miriki** au Sud de Lubero et à **Buleusa** dans le territoire de Walikale, la MONUSCO a promptement activé une Force de réaction rapide depuis sa base de **Kanyabayonga** et faciliter l'extraction de quinze (15) Hutus,

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

venus de **Masisi** et de **Rutshuru** pour rendre visite à leurs proches. Toutes ces personnes délivrées ont été remises aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à **Kanyabayonga** qui les ont ensuite acheminées en toute sécurité vers leurs lieux d'origine, le 11 novembre 2017.

Dans cette même province, des opérations militaires intensives de domination de terrain se poursuivent depuis plusieurs jours à **Burungu**, à partir de la base MONUSCO de **Kitchanga**, afin de maintenir une présence et dissuader les groupes armés d'agir dans cette zone. D'autres patrouilles ont été lancées en direction de **Peti** et **Rushebeshe Kitchanga, Tebero** et **Kabalekash** pour protéger les populations contre l'activisme des groupes armés et les rassurer de la présence de la MONUSCO.

La MONUSCO, en liaison avec les autorités provinciales et les parties prenantes de ces régions en proie à ces violences interethniques, favorisera la poursuite des médiations et des réunions d'engagement communautaire en vue de soutenir les efforts pour ramener la paix dans les provinces troublées par ces conflits intercommunautaires.

Enfin, il convient de signaler que l'assistance humanitaire est aussi au centre des activités de la Force en RDC. Environ deux cent personnes, femmes et enfants, majoritairement des élèves, des quartiers **Majengo** et **Bujovu**, ont été consultés et ont reçu des soins gratuits ce mardi 14 novembre 2017 à Goma. Les casques bleus du contingent **bangladaïsi**, accompagnés des médecins militaires **tanzaniens** ont fourni des soins et des médicaments aux populations.

En plus, les écoliers ont reçu, en présence du Lt. Général Derrick M. **Mgwebi** Commandant la Force de la MONUSCO, des kits scolaires pour eux-mêmes et pour leurs écoles. L'objectif principal de l'organisation d'une telle activité d'assistance médicale, a indiqué le Commandant de la Force, est de rapprocher davantage la Force de la MONUSCO de la population mais surtout, de voir comment les casques bleus comprennent le service pour la paix et l'assistance pour l'humanité.

Retrouvons maintenant Yvon Edoumou qui va nous présenter les actualités de l'équipe de pays.

Représentant de l'équipe-pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] : Bonjour à tous.

20 millions de dollars américains viennent d'être allouer par le Fonds Humanitaire de la RDC pour répondre, pendant 6 mois, aux besoins humanitaires urgents dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Haut-Katanga. Les déplacés internes de ces provinces bénéficieront, entre autres, d'aide en eau potable, intrants agricoles, la prise en charge des maladies, dont la malnutrition.

Au Sud-Kivu, Les actions seront concentrées dans les territoires de Fizi, Shabunda et de Kabambare (province du Maniema), en proie à des besoins humanitaires croissants nés des violences armées depuis fin juin 2017. Le territoire de Rutshuru a été ciblé dans la province du Nord-Kivu vu les nombreuses difficultés d'accès physique et sécuritaires nées des violences intercommunautaires. Quant au Haut-

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Katanga, les activités seront concentrées dans le territoire de Pweto qui, depuis des mois est également en proie à des tensions ethniques.

L'épidémie de choléra, qui sévit en RDC depuis le début de l'année en cours, connaît une tendance à la baisse avec moins de 2 000 cas au cours de dernières semaines d'octobre et début novembre. Toutefois, une augmentation relativement importante du nombre de cas a été observée dans les provinces du Kasai. Les provinces du Kasai et de Lomami sont les dernières à être touchées par l'épidémie et n'avaient pas été touchées par les épidémies de choléra lors dix dernières années.

L'arrivée du choléra dans la région du Kasai était prévisible en raison de la vulnérabilité des cinq provinces de la région aux maladies diarrhéiques. Pour le Ministère de la Santé publique et ses partenaires, cette vulnérabilité a été récemment exacerbée par de violents conflits qui ont occasionné de nombreux mouvements de populations ainsi que des dégradations importantes des structures sanitaires.

L'OMS et les autres partenaires continuent d'apporter leur appui technique, logistique et en ressources disponibles pour faire face aux besoins toujours croissants en intrants, aux activités de mobilisation sociale, d'engagement des communautés, ainsi que celles relatives à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Depuis le début de l'année en cours, la RDC a enregistré 44 071 cas suspects avec 882 décès. Un appui substantiel en ressources financières demeure une urgence pour endiguer la progression de l'épidémie dans la région du Kasai qui risque d'être dépassée vu que les moyens de réponse sont insuffisants.

A l'initiative de l'Organisation Mondiale de la Santé, vingt-six journalistes de Kinshasa et Brazzaville- dont 11 de Kinshasa-, ont participé hier mardi, à Brazzaville, à un atelier de sensibilisation sur la résistance aux antibiotiques, un phénomène que l'OMS estime constitue une menace majeure pour la santé.

Cette initiative a été lancée dans le but de mieux informer le grand public, avec l'apport des professionnels des médias, sur les risques élevés liés à l'usage inapproprié des antibiotiques, à l'occasion de la semaine mondiale du bon usage des antibiotiques. Les discussions ont porté sur les enjeux sociaux, médicaux et sanitaires de l'antibiorésistance dans nos sociétés. L'OMS croit que l'action des médias fait partie des moyens d'action stratégiques qui peuvent être mis en œuvre pour mobiliser les pouvoirs publics, les populations et toutes les parties-prenantes en vue de lutter contre l'usage abusive des antibiotiques.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD, organise, à compter de la semaine prochaine, une série des formations de renforcement des capacités en faveur du personnel judiciaire à travers le pays, sur diverses matières de droit.

A Bukavu, dans le Sud-Kivu, ce sont 60 magistrats de diverses provinces de l'Est qui suivent la formation sur l'administration de la preuve et les réparations civiles dans les dossiers de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. A Goma, 40 greffiers de juridictions militaires et des secrétaires des

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

auditorats de plusieurs provinces seront en formation dans le cadre du programme Justice Transitionnelle. Alors qu'à Kisangani, 25 avocats vont se retrouver pour échanger sur l'assistance judiciaire des personnes poursuivies pour crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Sur financement de l'Union Européenne, ces formations sont organisées en collaboration avec les autorités congolaises, le PNUD et la MONUSCO.

La RDC compte se doter dans les mois à venir d'une stratégie de réduction des risques de maladies infectieuses transmissibles entre les animaux, les êtres humains et l'environnement. C'est l'engagement pris par les différents experts à l'occasion de la célébration, le 3 novembre dernier, de la journée mondiale "Une Santé".

Ces experts s'étaient retrouvés en vue de réfléchir sur la possibilité de mettre en place un cadre de collaboration interdisciplinaire en vue de lutter contre les maladies qui se transmettent de l'animal à l'homme et vice versa en RD Congo. Initiée par la FAO, l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Organisation mondiale de Santé Animale, la Journée mondiale « Une Sante » vise à promouvoir des initiatives capables de sensibiliser le public et les professionnels sur cette approche qui met en collaboration les disciplines de la santé humaine, animale et environnementale.

Merci de votre attention !

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Nous pouvons maintenant passer à la session des questions et réponses.

Question 1

Brigitte Makuta/ Antenne A TV (Goma) : Ma question s'adresse à M. Yvon Edoumou qui parle des besoins humanitaires. Quel a été le facteur qui a fait qu'au Nord-Kivu, vous prenez Rutshuru comme le secteur le plus insécurisé par rapport à Beni où les champs et d'autres coins sont occupés par l'ADF ?

Représentant de l'équipe-pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] : Comme je l'ai dit tantôt, en fait les facteurs qui ont motivé le choix de Rutshuru sont plutôt les facteurs d'accès physique et d'insécurité. Mais en même temps, il faut savoir aussi en fait que durant toute l'année, ce sont diverses localités qui bénéficient de certains appuis de façon spécifique.

Le fait qu'on n'ait pas choisi Beni cette fois-ci ne veut pas dire que Beni est oublié ou occulté de nos programmes en cours depuis [le début] de l'année 2017.

Question 2

Frédéric Feruzi/ Radio Sauti ya Enjili (Goma) : Ma question s'adresse toujours à Yvon Edoumou. C'est toujours en rapport avec la chefferie Bwitu dans le territoire de Rutshuru, des

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

cités et des villages qu'on trouve tout autour. Il y a des cris d'alarme de la société civile qui annonce une famine. Des populations se déplacent de façon régulière et n'ont plus le temps de cultiver et la faim s'en suit.

Je ne sais pas si vous êtes informés de cette situation et dans ce cas, qu'est-ce que vous faites en tant qu'humanitaires pour ces populations déplacées et ceux qui les accueillent ?

Représentant de l'équipe-pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] : L'usage du mot « famine » est un peu fort, mais la réalité est qu'effectivement, actuellement en RDC, il y a près de 7 millions de personnes qui sont en insécurité alimentaire et principalement dans l'est du pays.

Donc quand vous prenez toute la zone qui part du Kasai jusqu'aux provinces de l'est, ça représente à peu près 10 % de la population congolaise. Ce qui est énorme quand on connaît tout le potentiel agricole et toutes les terres riches dont ce pays [regorge].

En termes d'opérations, comme je disais tantôt, beaucoup d'activités sont menées à travers le pays. Je n'ai pas forcément des détails spécifiques par rapport à Rutshuru, mais je sais que le PAM, la FAO et toutes ces ONG nationales et internationales ont des projets en santé, et c'est d'un côté de pouvoir apporter de la nourriture à ces populations et de l'autre côté aussi, notamment pour les communautés qui ont raté des saisons culturales, de les fournir en engrais et en outils agricoles pour qu'elles puissent relancer leurs activités agricoles.

Question 3

Mimiche Lutete/ Canal Congo TV : Le numéro un de la police [nationale congolaise] a réagi suite à votre communiqué d'hier. Il a dit clairement que la RDC ne dépend pas de la MONUSCO. Quelle est votre réaction par rapport à cela, Florence Marchal ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Nous n'avons pas de réaction aux réactions et comme je l'ai redit en ouverture de cette conférence de presse, alors qu'il y a aujourd'hui un appel à des manifestations sur l'ensemble du territoire pour aujourd'hui, mais aussi d'autres dates sont annoncées, la MONUSCO tient à rappeler son attachement d'une part, au respect des libertés fondamentales et la liberté de manifester qui est inscrite dans la Constitution est l'une de ces libertés fondamentales, mais elle rappelle également que cette liberté de manifester doit s'abstenir de tout usage de la violence.

Donc ce sont les grands messages que la MONUSCO a souhaité faire passer hier. Vous le savez, notre mandat est celui de la protection des civils et dans le cadre de la protection des civils, notre action est une action de sensibilisation. Il est important aussi de prévenir toute menace contre les populations civiles et le message d'hier était un message de prévention et ne doit pas être interprété de façon différente.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Question 4

Venant Vudisa/ RTNC : Par rapport à l'appel lancé par les partis d'opposition et la société civile pour une ville morte. Curieusement, en cas de tels appels, on sent quand même la présence renforcée de la MONUSCO bien qu'il y ait la présence de la police congolaise. Mais on ne comprend pas pourquoi la MONUSCO n'a-t-elle pas renforcé sa présence ne fût-ce que pour constater ce qui va se passer à travers la ville?

On a circulé de boulevard en boulevard, mais [on n'a vu] aucune présence de la police onusienne, que se passe-t-il, est-ce la fatigue, le relâchement, on ne comprend pas ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, comme nous l'avions indiqué hier dans le communiqué de presse, dans ce genre de situation, dans le cas où il y a des manifestations, « la MONUSCO, conformément à son mandat, se réserve le droit d'observer ce qui se passe et de rapporter sur ce qu'elle a vu ». Et je tiens à vous rassurer, et j'ai des collègues qui sont ici dans la salle et qui ne me contrediront pas, les collègues des droits de l'homme, les collègues de la police, les personnels de la Mission sont bien sur le terrain aujourd'hui à Kinshasa et sur le reste du territoire pour faire un monitoring précis de la situation.

Question 5

Aline Engbe/ Tshukudunews.com : La MONUSCO est-elle capable de soutenir les élections quand on sent et on voit que c'est juste une seule partie de candidats qui peuvent s'exprimer ? Est-ce que dans ces conditions, la MONUSCO pourra soutenir les élections ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vois deux choses dans ce que vous dites. D'une part, l'expression de toutes les opinions, et c'est vrai que là aussi, nous rappelons notre attachement au fait que dans cette période de transition politique, il est important que toutes les voix puissent s'exprimer de façon pacifique, ça c'est une chose.

Après, il y a l'organisation des élections à proprement parler. Et comme nous l'avions laissé entendre la semaine dernière et cela a été depuis confirmé suite à la publication du calendrier électoral, les Nations Unies tiennent à rappeler que la responsabilité des élections revient à la CENI, la Commission électorale nationale indépendante, mais les Nations Unies sont prêtes à apporter une assistance pour l'organisation de ces élections, notamment une assistance logistique. Et des discussions sont actuellement en cours avec la CENI afin de voir quel sera le partage des responsabilités entre la CENI, les Nations Unies, notamment la MONUSCO et le Projet PACEC qui est géré par le PNUD.

Question 6

Cosmas Mungazi/ Flambeau de l'est (Goma) : Je pose ma question à Florence Marchal. La question est de savoir après cet appel à manifester de la coalition opposition-société civile, quel est l'état des lieux à Kinshasa et la situation du pays en général ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : La MONUSCO n'a pas encore vocation à être agence de presse sur l'ensemble du territoire de la RDC. Comme je vous l'ai dit, nous

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

avons des équipes sur le terrain qui sont en train de faire le monitoring de la situation, mais je ne vais pas entrer dans les détails de ce qui est dit dans les rapports que nous avons reçus.

Question 7

Richard Mashaori/ Radio Sven-Bukavu (Goma) : Ma question s'adresse directement à Florence Marchal, après cet appel de l'opposition à manifester quelle lecture faites-vous de cette manifestation ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : J'aimerais vraiment vous répondre mais je ne suis pas sûre d'avoir tout à fait compris votre question.

Question 8

Médard Muyaya/ Le Potentiel : Excusez-moi de revenir à la question que ma consœur a posée tout à l'heure concernant la réaction du commandant de la police [congolaise] par rapport au communiqué de presse de la MONUSCO.

La réaction du commandant [de la police congolaise] frustre les populations, Madame, ne craignez-vous pas que cela ne frise pas une sorte d'intimidation à l'endroit de la MONUSCO qui ne semble pas rassurer davantage les populations civiles dans ce pays ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Le communiqué qui a été diffusé hier par la MONUSCO, une fois encore, entre dans le cadre de la mise en œuvre du mandat qui a été donné par le Conseil de sécurité à la MONUSCO. Ce communiqué est en droite ligne avec ce qui est attendu de nous dans le mandat.

Question 9

Jeanpy Cisekedi /Multimedia News : Je pose ma question à M. Yvon Edoumou. Comment se présente aujourd'hui la situation alimentaire des déplacés du conflit Kamwina Nsapu dans le Kasai ? Parce que selon les échos que nous recevons, une crise est en train de frapper ces gens ; même des maladies liées à la malnutrition menacent cette population. Je voudrais un peu me faire l'idée de ce qui se passe réellement avec ces déplacés.

Mais aussi, le porte-parole militaire peut nous préciser la situation sécuritaire dans le Kasai, comment elle se présente aujourd'hui ?

Représentant de l'Equipe-pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] : C'est peut-être une suite à la question du collègue de tout à l'heure. Actuellement, la situation alimentaire, que ce soit dans le Kasai, que ce soit dans plusieurs autres provinces du pays, est très inquiétante. J'ai rappelé tantôt un chiffre de près de 7 millions de personnes qui sont affectées par la malnutrition. Parmi ces 7 millions, il faut compter à peu près 2 millions d'enfants qui sont sévèrement malnutris.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Effectivement, dans la région du Kasai, les violences qui ont eu lieu ces derniers mois ont entraîné des mouvements des populations qui ont fait qu'aujourd'hui ces familles, qui sont en grande partie des familles agricoles, n'ont pas pu cultiver non seulement pour se nourrir mais aussi pour pouvoir gagner des revenus. Beaucoup de ces familles vivent de l'agriculture.

Donc aujourd'hui, comme on le dit depuis plusieurs semaines, le Kasai est devenu un nouveau théâtre d'opération pour nous ; que ce soit du côté des Nations Unies ou du côté des ONG nationales et internationales, la présence a été renforcée ; effectivement afin de pallier à tous ces problèmes qui se posent en ce moment, que ce soit du côté de la malnutrition, en termes d'éducation, en termes d'accès à l'eau, aux soins de santé. Il y a tout un tas d'activités qui est [mis] en place afin de pouvoir permettre à toutes ces populations de reprendre le cours normal de leurs vies.

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Yvon. Pour répondre à une préoccupation d'un journaliste de Goma mais qui doit aussi être votre préoccupation, j'ai le Général Sarr qui vient de nous rejoindre ici, qui travaille pour UNPOL, la Police des Nations Unies et qui a des indications tout comme notre collègue du bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation ce matin dans le pays. Je vais d'abord donner la parole au Général Sarr pour faire un point concis de la situation.

Adjoint au chef de la Composante Police de la MONUSCO [Général Ismaïla Sarr] : Merci beaucoup Florence pour cette question. Depuis déjà 5 heures du matin, la Police MONUSCO aussi bien que les autres composantes substantives de la MONUSCO que sont les droits de l'homme, les Affaires civiles et politiques sont sur le terrain pour véritablement contrôler, regarder et monitorer ce qui se passe. Et jusqu'au moment où je vous parle [11h45], nous n'avons pas noté de dégâts corporels et matériels majeurs dans toutes les provinces du pays où nos hommes sont actuellement en déploiement.

C'est vrai qu'il y a des accrochages par-ci par-là, des pneus qui sont brûlés, qui entrent dans le cadre des réactions naturelles d'une manifestation qui se veut en tout cas assez pacifique.

Nous notons aussi un usage véritablement gradué de la force par des violations plus ou moins dégradantes des droits de l'homme, ce que nous sommes aussi en train de contrôler. Donc c'est pour dire qu'au moment où je vous parle, force est de constater que la manifestation qui est suivie à des degrés plus ou moins disproportionnels dans l'ensemble du pays se passe normalement et aucun fait notable et digne d'intérêt n'est actuellement à signaler.

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Julien, est-ce que vous avez un complément d'informations par rapport à la situation ? Julien représente le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme BCNUDH).

Coordonnateur de l'Unité Renforcement institutionnel et Réformes au BCNUDH [Julien Attakla-Ayionon] : Merci Florence, en fait nos équipes du Bureau conjoint des Nations Unies aux

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

droits de l'homme sont aussi déployées comme cela vient d'être dit. A Kinshasa, effectivement il y a eu quelques clashes entre les éléments de la PNC et les manifestants.

Nous avons à Goma également la dispersion des manifestants par les agents de la police. Et il nous a été rapporté qu'il y a au moins 5 manifestants qui ont été interpellés. Et toujours dans le Nord-Kivu, à Beni, il y a eu une dizaine de manifestants qui ont déjà été interpellés notamment à Kasindi, dans le territoire de Beni.

Et enfin, je crois que globalement, les collègues sont encore sur le terrain et continuent à observer, et au fur et à mesure qu'il y a des situations préoccupantes, ils vont les signaler à la base ici. Merci

Question 10

Charly Kasereka/ VOA (Goma) : Ma question est de savoir, aujourd'hui la communauté internationale a diminué le budget de la MONUSCO, aujourd'hui vous faites des déclarations qui sont véritablement contredites par le Gouvernement, vous faites des rapports sur les droits de l'homme qui n'ont aucun impact sur le Gouvernement. Comment vous vous sentez dans votre peau aujourd'hui en tant que MONUSCO en RDC, est-ce que vous ne vous sentez pas très délaissés dans votre propre coin ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Pas du tout. Vous voyez on est tous là, on est tous mobilisé. On a un Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies qui poursuit inlassablement sa mission de bons offices afin de favoriser la transition et amener le pays vers des élections libres, apaisées et démocratiques. Nous avons des équipes aujourd'hui qui sont déployées sur le terrain partout, afin de veiller à la situation et de rapporter d'éventuelles violations des droits de l'homme.

Nous appelons les uns et les autres, toutes les parties à ne pas sombrer dans la violence. Nous sommes au plus près des populations civiles, donc, oui nous sommes bien là et nous sommes déterminés à poursuivre notre mandat sans aucun état d'âme, j'ai envie de dire. Et au contraire, les réductions budgétaires, qui sont annoncées et qui ont déjà été mises en œuvre, nous amènent à réfléchir et à voir comment on peut travailler différemment et pour plus d'efficacité et c'est ce qu'on est en train de mettre en œuvre. Donc, tout va bien pour nous, merci.

Question 11

Guy Wolome/ RTNC 2 : Florence, une question de curiosité. Est-ce que les experts onusiens chargés de l'environnement se sont joints à la délégation congolaise à Bonn en Allemagne où se déroule la COP 23, conférence sur le climat. Si non pourquoi, si oui, quelle est votre contribution en tant qu'organisation ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je ne vois pas nos collègues du PNUD dans la salle et ce sont eux qui travaillent sur ces questions de changement climatique. Donc, on va leur poser la question et on reviendra vers vous.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Question 12

Isaac Ngwenza/ Congo Ya Lelo : Il y a quelques semaines, la RDC a été élue membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et le représentant des droits de l'homme que l'on a reçu une fois à la conférence ici nous a dit : "Lorsque l'on est membre de cette commission, il y a des normes que l'on doit suivre". Il a dit : "Ça ne veut pas dire que quand on est membre du Conseil des droits de l'homme, on doit bafouer les droits de l'homme. Les pays membres doivent promouvoir et faire respecter les droits de l'homme". Il a même fait cas de la Libye qui a été une fois radiée comme membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Ma question est de savoir : "Vous remarquez déjà qu'un état membre de ce Conseil menace les libertés publiques. Vous attendez qu'il commence à tuer des humains pour qu'il puisse être radié ? Pourquoi ne pas le radier avant qu'on commence à tuer ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Votre question va au-delà des compétences de la MONUSCO. Vous faites référence au Conseil des droits de l'Homme [des Nations Unies] qui siège à Genève et, comme vous le savez, ce Conseil des droits de l'Homme a demandé au Haut-Commissaire des droits de l'homme des Nations Unies de lui présenter régulièrement des comptes rendus sur la situation qui prévaut en RDC. Donc en mars prochain par exemple, il y aura un rapport. Il y en aura à nouveau un autre en juin 2018. Donc c'est un travail d'observation. Le Conseil présente des rapports et c'est ensuite, sur la base de ces rapports, que d'éventuelles décisions seront prises.

Question 13

Martin Dacruz Olemba/ RTGA (Goma) : Ma question s'adresse au colonel Haag. C'est purement militaire. Le Nord-Kivu disposera d'une nouvelle brigade. Est-ce que cette fois-ci la MONUSCO à travers la brigade d'intervention est prête à aider le Nord-Kivu à mettre fin aux groupes armés ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Colonel, est-ce que vous pouvez répondre à la question qui vient de vous être posée s'il vous plaît ?

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lt-Colonel Serge Haag] : Oui. La question qui est posée... Je demande la source de l'information. Vous voyez qu'il ne revient pas à moi de répondre à cette question. Ce que je sais, si vous faites allusion à la Brigade d'intervention, la FIB, c'est la même force qui est là avec les mêmes éléments qui travaillent dont on a fait le point dans le précédent point de presse qu'on vous a présenté. C'est la FIB qui est là et je n'ai pas connaissance d'une nouvelle force qui doit être présente. Donc je n'ai pas l'information.

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : En effet, je n'en ai pas non plus connaissance.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Question 14

Symphorien Katumba/ L'Explorateur : Mme Florence Marchal, j'ai une préoccupation de curiosité. L'organisation des élections demande des moyens financiers solides. La RDC entre dans la danse des élections, de faire respecter la date du 6 décembre 2018. Est-ce que la MONUSCO estime disposer d'un fonds conséquent en espèces pour l'organisation des élections en RDC ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors comme je l'ai répondu tout à l'heure à votre collègue, l'organisation des élections est de la responsabilité de la CENI. La MONUSCO, comme cela lui est demandé par la résolution 2348, peut être sollicitée pour apporter un appui logistique, notamment c'est ce qui a été fait pour la révision du fichier électoral. Il s'agit de favoriser le déploiement du matériel sur le terrain. Donc quand ce soutien aura été défini, quand le partage des responsabilités aura été clairement déterminé, ce soutien interviendra mais c'est un soutien logistique. Il ne s'agit pas d'une enveloppe financière remise à la CENI. La MONUSCO mettra à la disposition de la CENI ses équipements afin de pouvoir favoriser les opérations.

Question 15

Alain Muzi/ Radio Eglise du Christ au Congo : Il n'y aura pas d'élections cette année. L'élection est renvoyée pour décembre 2018. Florence Marchal, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ne craignez-vous pas un énième report l'année prochaine ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : Quand le calendrier a été publié et depuis je ne sais pas si vous avez fait attention, mais il y a eu un communiqué conjoint des Nations Unies et de l'Union africaine dans lequel la publication du calendrier a été saluée, c'est vrai que nous appelions depuis très longtemps à la publication de ce calendrier, une publication saluée mais accompagnée d'un appel à ce qu'il y ait un consensus pour que toutes les parties puissent s'entendre afin de parvenir à la tenue effective des élections.

En parallèle à cela, pour les Nations Unies, il est important que la chronologie qui a été indiquée dans le calendrier présenté il y a quelques jours par la CENI soit respectée et nous veillerons à ce que cette chronologie soit respectée.

Question 16

Christophe Ngandu/ Digital Congo TV : Ma question concerne la commission d'enquête des experts qui étaient descendus à Kananga pour enquêter sur les atrocités [commises par] les Kamwina Nsapu. Jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas eu le résultat de cette enquête. Quel est votre avis sur cette équipe qui était descendue à Kananga car on sait très bien que vous avez fait des échos de cette équipe qui est déjà rentrée et on n'a toujours pas eu des résultats fiables de cette enquête ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] : J'ai compris la question. Il ne reste plus beaucoup de temps. Je vous réponds. L'enquête est encore en cours pour l'instant. On vous

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

l'a dit, la première mission sur le terrain des trois experts internationaux qui ont été désignés par le Conseil des droits de l'homme afin d'enquêter sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises dans la région des Kasai, donc, ces trois enquêteurs sont venus une première fois ici sur le terrain à Kinshasa et à Kananga. C'était il y a quelques semaines, c'était fin octobre début novembre.

Il est prévu aussi qu'ils reviennent à deux reprises au courant du premier semestre 2018 et il est prévu aussi qu'ils présentent un rapport intermédiaire en mars 2018 au Conseil des droits de l'homme, j'y faisais allusion tout à l'heure, mais le rapport final sera présenté en juin. Donc, pour l'instant, le travail d'enquête est en cours ; il s'agit d'un travail qui nécessite beaucoup de moyens, beaucoup d'investigations, de recouper les informations. Donc, un peu de patience. Le travail est en cours, les équipes sont sur le terrain, puisque ces experts sont appuyés par un secrétariat basé à Kananga. Un rapport intermédiaire sera présenté en mars prochain.

C'est ainsi que se conclut cette conférence de presse. Merci et à mercredi prochain.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél +243 81 709 68 01